



ENQUÊTE SUR LE QUOTIDIEN D'UNE MAISON DE RETRAITE

« ON NE LES MET PAS AU LIT, ON LES JETTE »

► En grève depuis 110 jours, les aides-soignantes de l'Ehpad de Foucherans (Jura) décrivent leur travail à Florence Aubenas
 ► Elles soulignent le manque de moyens, les soins aux personnes âgées qu'on ne peut assurer faute de temps
 ► Une situation loin d'être isolée : « Le système entier génère des formes de maltraitance », estime un responsable, qui dénonce le déni des politiques

PAGE 14

L'été



Russie 1917 Le jour où le tsar a abdiqué

Le 2 mars 1917, la Douma prend le pouvoir. Nicolas II se retire. C'est la fin du régime impérial

PAGE 23



DANS LES RUINES DE MOSSOUL

► De nombreuses familles ont tout perdu dans les combats qui ont ravagé la ville
 ► Héléne Sallon a rencontré ces habitants qui expriment leur amertume et s'interrogent sur leur avenir

PAGE 4

Dans la vieille ville de Mossoul, le 29 juin, près du minaret détruit par l'EI.
 LAURENT VAN DER STOCKT
 POUR « LE MONDE »



Têtes brûlées Jérôme Lavrilleux

L'acteur principal du feuilleton Bygmalion se confie

PAGES 24-25

Retour à Saint-Tropez
Le port de l'envie

PAGE 28

Scènes de crime
 Les logiciels enquêteurs

PAGE 21

M
 ÉDITORIAL
POLOGNE : L'ÉTAT DE DROIT EN DANGER
 PAGE 27
 NOS INFORMATIONS PAGE 5

Nucléaire
 Le responsable du site de Bure revient sur les enjeux du projet
 PAGE 10

Economie
 Les Etats généraux de l'alimentation s'ouvrent dans un contexte tendu
 PAGE 11

Tour de France Romain Bardet vers les cimes

« Je voltige », dit le Français. Troisième du classement, le coureur rêve de prendre le maillot jaune dans les Alpes
 PAGE 13

Territoires
 Macron veut que les collectivités fassent des économies
 PAGE 8

Cinéma
 Nolan et la bataille de Dunkerque : spectaculaire et lacunaire
 PAGE 15

LE REGARD DE PLANTU



LE POLAR DE L'ANNÉE.
 LE JOURNAL DU DIMANCHE
 Un thriller politique captivant. Passionnant.
 Incroyablement jouissif. ★★★★★ Haletant. Excellent.
 Ne ratez pas ce film immense.
LE CAIRE CONFIDENTIEL
 un film de TARIK SALEH
 ACTUELLEMENT

FLORENCE AUBENAS

C'était un matin comme les autres. Il était 7 heures en salle de relèvement, le début du service, les filles se tenaient prêtes dans leur uniforme blanc. Quelqu'un croit se souvenir que l'une pleurait déjà, mais pas très fort. Personne n'y faisait attention, l'habitude. La question rituelle est tombée : « Est-ce que vous êtes au complet ? »

La réponse, elles la connaissent toutes, aux Opalines, un Ehpad (établissement d'hébergement pour personnes âgées dépendantes) à Foucherans, dans le Jura. Chaque jour ou presque, les équipes d'aides-soignantes tournent en sous-effectif, pas de remplacement, ni des absentes ni des malades. Et toutes savent comment ça se passe dans ces cas-là derrière les portes fermées des chambres, ce qu'il leur faudra faire pour boucher le service à temps. Une deuxième fille s'est mise à pleurer. C'était un matin comme les autres aux Opalines, mais peut-être le matin de trop. Depuis le 3 avril, une dizaine d'aides-soignantes mènent la grève la plus longue de France dans un silence national absolu.

Aux Opalines de Foucherans, 77 résidents, il faut savoir où on est. Certains ont vendu leur maison pour entrer ici. « Maman a élevé huit enfants seule, on voulait le mieux pour elle. On a attendu une place deux ans », raconte une fonctionnaire. Dans cet établissement privé, les prix surplombent ceux de la région : 2500 euros par mois, contre 1800 en moyenne. Le bâtiment a belle allure, inauguré il y a cinq ans, un jardin, de vastes chambres. Dans la salle à manger – on ne dit pas le réfectoire –, le personnel porte nœud papillon et chemise blanche, on sert du vin en carafe et l'apéritif le dimanche.

« Quand papa est arrivé, il était ébloui. Il répétait : "C'est plus beau qu'un hôtel !" », dit un fils. Lui se souvient pourtant d'impressions fugitives, des sonnettes appelant dans le vide, un lit resté souillé, le pas-le-temps, le pas-toujours-très-net. « Mais dans ces endroits-là, on ne pose pas vraiment de questions et on n'a pas vraiment de réponses. Chacun regarde ailleurs, espérant se convaincre qu'on ne pourrait pas mieux faire. » A Foucherans, aucun mauvais traitement n'a d'ailleurs été signalé, ni rien d'exceptionnel. Le tragique est là, d'une certaine façon : c'est la vie quotidienne dans un Ehpad qu'une poignée de filles à bout de souffle vient soudain de mettre à nu.

HISTOIRES TERRIBLES ET MINUSCULES

Sur le parking de l'établissement, un vent brûlant secoue la tente des grévistes. On dit « les filles » bien qu'il y ait aussi un garçon, tant le métier est estampillé « boulot de femme », avec son lot d'ingratitude et ses salaires au plancher : 1250 euros net à Foucherans, pour des journées de dix heures et deux week-ends travaillés. « Les filles », donc, s'efforcent de paraître vaillantes, mais on les sent à cran à plus de trois mois de grève, balançant de l'euphorie au désespoir. A ce stade d'épuisement, elles se sont mises à raconter ce qu'on ne partage pas d'habitude, ou alors seulement entre soi, et encore pas toujours.

L'une commence, tout doux : « Le matin, on les lève sans leur demander leur avis. On sait déjà qu'on n'aura pas le temps : quinze minutes pour la toilette, l'habillement, le petit déjeuner, les médicaments. Alors, il faut choisir. Est-ce qu'on lave les cheveux ? Ou les dents ? La douche hebdomadaire, c'est rare qu'on la tienne. » Certains résidents sont nourris à la cuillère, des plats mixés. « Il m'arrive d'en avoir cinq ou six en même temps », dit une grande brune. Elle tend les bras, mimant le buste qui pivote à toute allure. « J'ai l'impression de faire du gavage. »

Et d'un coup, le piquet de grève ressemble à un confessionnal dans la fumée des cigarettes. « Quand je rentre à la maison, je suis une pile électrique, explique une autre. Je me sens mal d'avoir dit à celui-là : "Dépêchez-vous !" Comment il peut faire, il a 90 ans ! On cautionne. Je culpabilise. » Les images se mettent à défilier sous la tente des grévistes, les couches qu'on change alors que le résident est debout, en train d'avaler son goûter. Tenir la cadence, toujours. Une autre raconte l'angoisse qui monte à mesure que le soir tombe dans les chambres des Opalines. « Vous serez là demain ? », demande un homme à l'aide-soignante. Il est dans les choses graves, il veut raconter. La « fille » répond : « Je reviens tout de suite. » Bien sûr, elle ne revient pas. « On ne



Piquet de grève devant la maison de retraite Les Opalines, à Foucherans (Jura), le 16 juin. ARNAUD FINISTERE POUR « LE MONDE »

« Vous avez vu comme elles sont fatiguées ? »

Depuis le 3 avril, dans la maison de retraite Les Opalines, à Foucherans, dans le Jura, une dizaine d'aides-soignantes mènent la plus longue grève de France, dans un silence national absolu

fait que leur mentir. » Temps du coucher : 3 min 41. « On ne les met pas au lit, on les jette. » Il faut trouver la bonne distance, ne pas s'attacher, recommandent les formatrices. « C'est difficile. On vit dans leur intimité, on leur lave le sexe », dit l'une. Elle se souvient de l'enterrement d'un résident, où elle en avait appris davantage sur lui ce jour-là que pendant ses années à l'Ehpad.

Il serait rassurant de voir Foucherans comme une exception. Pas du tout. Il se situe dans la moyenne nationale, avec environ 55 professionnels pour 100 résidents. Pas suffisant. Tout le monde sait qu'il en faut au moins 80. C'est le cas en Allemagne ; la Suisse ou les pays nordiques en sont à 1 pour 1. La France, en revanche, n'a entériné aucune norme – question de budget –, et le secteur compte plus d'accidents et de maladies professionnelles que le BTP. Sous la tente des grévistes, une dame dépose en solidarité un sac de courses, pris au supermarché en face. Depuis trois mois, « les filles » vivent de collectes et de colis alimentaires. Elles ont de 20 à 50 ans.

A Foucherans, des résidents appellent les aides-soignantes « les courants d'air ». Des surnoms circulent, « la libellule » ou « la danseuse étoile ». « Vous avez vu comme elles sont fatiguées ? C'est à cause de nous. J'ai honte », dit madame Z., 91 ans. Parfois, elle voudrait qu'on la conduise aux toilettes : « Je vais qu'elles n'en peuvent plus. Alors je fais dans ma couche. » Mais surtout, ne rien dire aux enfants. Ne pas les inquiéter. Monsieur D., 83 ans, est le seul à pousser le déambulateur jusqu'au piquet de grève. « On sait que vous allez les voir », lui aurait glissé allégrement. Lui se récrie : « C'est mon droit. » Certains auraient été convoqués pour avoir témoigné. « A table, personne n'en parle, on n'a pas de voix là-dedans », dit monsieur D.

Et à leur tour, les résidents évoquent les histoires terribles et minuscules, qui forment ici leur univers. « Ceux dont les proches rouspètent arrivent à se faire entendre. Mais quand on est tout seul, sans visite, sans famille, on n'existe pas », dit l'une. Pour l'inauguration de l'Ehpad, en 2012, « les huiles du département avaient été invitées à boire le champagne. Nous, on était parqués au premier étage sans une cacahuète. Rien de grave, bien sûr, mais ça

donne une idée de notre place ici », raconte un autre. Un grand soir, pourtant, reste dans les mémoires : « la révolte des raviolis ». Deux repas de suite, des raviolis avaient été servis, « et en petite quantité », se souvient une dame. Toute la salle à manger avait posé la fourchette. « On était fiers d'eux », dit une aide-soignante. Pour pallier le débrayage, des vacataires ont été réquisitionnés et 14 résidents transférés provisoirement.

Au-delà des Opalines, c'est le système entier qui génère des formes de maltraitance, une situation totalement niée par notre société », explique Pascal Champvert, de l'association des directeurs au service des personnes âgées (AD-PA). « Je ne vous dirai pas le nombre de politiques qui mont éprouvé : "Je ne veux pas le voir, ça me fait trop peur." » En 2012, une proposition avait fait scandale : Jean-Marie Delarue, alors contrôleur des lieux de privation de liberté, revendiquait d'inspecter les Ehpad, comme les prisons ou les hôpitaux psychiatriques. « Un risque important existe d'atteintes aux droits fondamentaux, y compris involontaires », plaide Delarue aujourd'hui encore. Refus du gouvernement.

« ON NE SE BAT PLUS SEULEMENT POUR LES SOUS, MAIS POUR LA DIGNITÉ »

ANNE-SOPHIE PELLETIER
porte-parole
du mouvement

QUESTIONS DE PRINCIPES

Dans le bureau de Véronique Steff, directrice de Foucherans, on entend gazouiller les oiseaux dans la volière et la télé dans le salon. La directrice est à cran. Elle reconnaît « un planning tendu » depuis des mois, « une fatigue des salariées ». Deux postes d'aides-soignantes ont été créés pour tenter d'apaiser la grève, grâce à Pierre Pribille, directeur général de l'Agence régionale de santé, qui finance le volet médical des Ehpad, y compris privés. De leur côté, « les filles » ont abandonné une revendication : 100 € d'augmentation par mois. Les pourparlers butent encore sur la prime du dimanche, fixée à 23 €, même pas de quoi faire garder les enfants. Les grévistes demandent qu'elle soit doublée. « Ce n'est pas grand-chose », laisse tomber Philippe Grevy, directeur général de la SGMR-Opalines, dans une interview au Progrès (il n'a pas répondu au Monde). Mais il y voit une affaire de principes. Huitième groupe privé français, la SGMR a prévu des

négociations globales pour ses 46 Ehpad à l'automne : pas question de lâcher quoi que ce soit avant. Un accord sur une « indemnité exceptionnelle » pourrait débloquer la situation. « Les grévistes y sont d'autant plus attachés qu'elles veulent la reconnaissance par la direction qu'elles en ont bavé », explique la préfète. Les filles demandent 600 €. La SGMR bloque : ce sera 375 € ou rien.

« On ne se bat plus seulement pour les sous, mais pour la dignité », dit Anne-Sophie Pelletier, porte-parole du mouvement. Longtemps, aux Opalines, les filles ne se plaignaient même pas entre elles, par peur d'un conseil disciplinaire. Quand elles ont osé le mot « grève », au printemps, « la coordinatrice a posé son stylo et elle a rigolé », se souvient l'une. Puis un cadre leur a lancé : « Vous n'aurez rien, ni aujourd'hui ni demain ni jamais. » Anne-Sophie Pelletier reprend : « On ne s'est pas senties écoutées. » Les autres la regardent comme si elle avait traversé la ligne de feu : « Anne-Sophie est cramée. Qu'est-ce qui lui arrivera après la grève ? Et à nous toutes ? »

Ici, on se souvient de Melissa, employée modèle, virée en 2015, qui comptait monter une section CGT. « Je n'ai pas pleuré devant eux, j'ai attendu d'être dans la voiture », dit Melissa. A Foucherans, seules des salariées en CDI font grève, mais aucune parmi la dizaine en CDD. Cynthia ne se le serait pas permis non plus, à l'époque où elle bossait là. D'août 2012 à février 2015, elle a enchaîné 79 contrats précaires. Sans permis, sans diplôme, elle ne disait jamais non. Elle a même fini sa vacation le jour de son licenciement, pour une histoire de planning. « Il faut s'écraser. On est des pions », dit Cynthia. Les prud'hommes lui ont donné raison, à Melissa aussi. D'autres Ehpad ont déjà fait grève, sans fédérer de revendications nationales. A Foucherans, la CGT et la CFDT ont apporté leur soutien.

Sous la tente, les filles parlent de vocation. « On aime notre travail. » Et puis, il y a les crédits de la maison, de la voiture. « Ailleurs, il faudrait repartir en CDD, ça fait peur. » La grève vient de passer les cent jours, leurs familles en ont pris un coup. Les filles ont envoyé un SOS à la préfète. « Qu'est-ce qu'il faudrait faire, maintenant ? Qu'une de nous se suicide sur le parking ? » ■